

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

RÉNOVATION DE LOGEMENTS DE FONCTION – DOMAINE NATIONAL DE RAMBOUILLET

Catégorie opération 0

12 Place Félix Faure
78120 RAMBOUILLET

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	04/11/2022	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	12
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.8 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	14
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	15
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	15
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	16
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	16
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	17
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	17

3.5.1 Présence d'amiante	17
3.5.2 Présence de plomb	18
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	18
3.5.4 Travaux divers	18
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	19
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	21
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	23
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	25
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	26
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	28
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	30
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	30
5.2 CANTONNEMENTS.....	30
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	33
5.3.1 Mise en place bungalows	34
5.3.2 Cantonnement à étages.	34
5.3.3 Installation électrique.....	34
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	35
6.1 ORGANISATION.....	35
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	37
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	38
6.2.2 Interdiction de fumer	38
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	39
7.1 PPSPS	39
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	39
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	39
8 Annexes	40
Trame PPSPS	40
Carte BTP	40
Fiche accueil sécurité du personnel.....	40
Stockage des produits dangereux	40
Panneau : En cas d'accident.....	40

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Éviter les risques.
- 2 – Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

RÉNOVATION DE LOGEMENTS DE FONCTION – DOMAINE NATIONAL DE RAMBOUILLET

- Curage et démolitions diverses
- Désamiantage
- Petite maçonnerie (perçement, carottage, etc.)
- Cloisons en carreaux de plâtre
- Doublage et coffrage en plaques de plâtre
- Carrelage et faïence
- Restauration d'éléments en bois
- Révision de menuiseries
- Peinture
- Divers travaux de plomberie
- Pose d'appareillage sanitaire
- Révision de radiateurs
- Electricité générale

12 Place Félix Faure
78120 RAMBOUILLET



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Logement.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

R+1 + toiture.

Nature de la couverture / toiture

Toiture en tuiles, en pente.

Nature des façades

Façades maçonnées.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'ouvrage	CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX 62 RUE SAINT ANTOINE - PARIS 4 75186 PARIS CEDEX 04	TEL : 01 53 40 40 96
Inspection du travail	DDETS Immeuble "La Diagonale" - 34, avenue du Centre - CS 30742 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex	TEL : 01 71 59 54 00
CRAM	CRAMIF Service prévention / Antenne des Yvelines - 92, avenue de Paris - CS 90288 78000 Versailles cedex	TEL : 01 44 65 79 40
OPPBTP	OPPBTP 1, rue Heyrault - Comité Régional Ile de France 92660 Boulogne-Billancourt	TEL : 01 70 95 56 99

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°Lot 1 - Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie
- N°Lot 2 - Menuiserie intérieure
- N°Lot 3 - Peinture
- N°Lot 4 - Plomberie - Chauffage
- N°Lot 5 - Electricité

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 3 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de -1.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 0 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux :

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans objet.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Sans objet.

2.4 AMIANTE

AMIANTE DTA (Dossier Technique Amiante) : référence : 21-0525/1, établi le 19 juillet 2021 par Benoît Petiot (Batexpro).

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés.
- Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux).
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

2.5 PLOMB

CREP (Constat de Risque d'exposition au plomb) : référence 21-0525/1, établi le 19 juillet 2021 par Benoît Petiot (Batexpro).

Ce document est joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm² ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette avec teneur = 1 000 µg/m²) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : <0,1 mg/m³ d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Sans objet.

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Bâtiment en centre-ville : Respect du code de la route, ne pas bloquer la voirie sans arrêté municipal.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	En version numérique, à transmettre au CSPS.		Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	
Clôture	Clôtures type HERAS, menottées entre elles et posées sur plots.	<ul style="list-style-type: none"> • Autour des bennes. • Autour de la zone de stockage. • En périphérie du chantier. 	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie
Portail et portillon	Chaque entrée de la zone travaux devra comporter une porte munie d'un cadenas ou d'un verrou. Entrées véhicules et piétons séparées.	À chaque entrée du chantier (qu'elle se fasse par l'intérieur ou par l'extérieur du bâtiment).	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	
Signalisation	Panneaux réglementaires : <ul style="list-style-type: none"> • Chantier interdit au public • Port obligatoire des EPI • Accès interdit 	À chaque entrée du chantier.	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, et sur demande du CSPS, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Entrée par l'accès principal du site.		

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP pour les professionnels du BTP pénétrant sur chantier.	Chaque entreprise.	
Liste du personnel	Chaque entreprise mettra dans le classeur sécurité une liste du personnel à jour.	Chaque entreprise.	

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, et sur demande du CSPS, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

Préalablement à l'intervention, l'accueil-sécurité est obligatoire pour tout le personnel devant intervenir sur le chantier : intérimaires, nouveaux arrivants, stagiaires, tout salarié changeant de poste de travail, retour d'un salarié après un congé longue durée.

L'entreprise s'engage à informer son personnel des risques dus à sa profession, à lui transmettre les consignes de sécurité énoncées dans le plan de prévention et dans la note SPS.

Une visite de reconnaissance du site et des différentes zones relatives à la sécurité sera faite. (Points extincteurs, téléphone de secours, affiche des consignes d'évacuation, des consignes propres au bâtiment, fontaine pour lavage oculaire,...).

Celui-ci après avoir été informé pourra rejoindre son lieu de travail, l'entreprise tiendra à jour un carnet « accueil-sécurité » avec visa des nouveaux arrivants. Ce registre sera à disposition et à la demande du coordonnateur de sécurité ainsi que des organismes officiels de prévention.

L'entreprise fera encadrer son personnel par un responsable qualifié et certifié, lequel sera chargé particulièrement de veiller à la mise en oeuvre et au respect des consignes de sécurité.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de livraison	Espace dégagé prévu pour la livraison.	Selon PIC.	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie
Aire de stationnement	Stationnement des véhicules sur une zone prévue à cet effet.	Stationnement des véhicules dans la cour intérieure.		
Signalisation	Mise en place de panneaux de chantier : <ul style="list-style-type: none">• "Chantier interdit au public"• "Port obligatoire des EPI"	Au niveau de chaque entrée du chantier.	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	
Nettoyage avant sortie	Nettoyage au jet d'eau des véhicules avant retour dans la rue. Les camions ne doivent pas salir la voirie.	Zone de lavage selon PIC.	Lot "Installation de chantier"	

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement		Selon PIC.	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	Entreprise générale.
Eclairage	Eclairage de chantier à mettre en place.	Ensemble du chantier.	Lot 5 : Electricité	Lot 5 : Electricité

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	<p>Mettre en place sur le chantier des panneaux indiquant les différentes zones et les issus de secours.</p> <p>Mise en place de panneaux de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • "Chantier interdit au public" • "Port obligatoire des EPI" 	<p>Selon nécessité.</p> <p>À chaque entrée du chantier (qu'elles soient à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment).</p>	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Monte matériaux	Selon PIC.	Entreprise désignée au CCTP.		Mettre à disposition les PV de conformité avant utilisation.
Camion auto-déchargeable	Selon PIC.	Entreprise utilisatrice.		Balilage de la zone d'intervention.
Transpalette/chariot	Selon PIC.	Entreprise utilisatrice.		Balilage de la zone d'intervention.

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Grue automotrice

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
--------	-------------------	--------------	-------------	--------------

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Tous les équipements de chantier.	Local à proximité de la zone en travaux (voir PIC).	À proximité du chantier. Hors de la zone travaux.	Ventilation naturelle ou mécanique.	Local fermé et verrouillé.
Produits dangereux.	Local ventilé (voir PIC). Indiquer les pictogrammes de danger de tous les matériaux présents dans le local sur la porte de celui-ci. Attention, certains produits ne peuvent pas être stockés ensemble en fonction de leur danger (se référer au tableau en annexe).	À proximité du chantier. Hors de la zone travaux.	Ventilation naturelle ou mécanique.	Local fermé et verrouillé. Transmettre FDS au CSPS.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Ensemble du chantier.	Dès que le travail sur le poste est achevé.	Entreprise réalisant la tâche.	

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Dans le cas où le chantier ne serait pas suffisamment propre, le coordonnateur SPS se réserve le droit de stopper tous les travaux jusqu'à ce que le chantier soit de nouveau propre et salubre.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février

2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLIERE ELIMINATION
Tous déchets dangereux.	Tous.	Container produits dangereux conforme à l'entrée du chantier.	Entreprise générant le déchet.	Centre agréé avec BSDD.
Déchets d'emballage.	Tous.	Container produits dangereux conforme à l'entrée du chantier.	Entreprise générant le déchet.	Centre agréé.

3.5.4 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
-------------	--------------	--------------	--------------	-----------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Ensemble du chantier.		Port d'EPI adaptés au travail sur point chaud.	<ul style="list-style-type: none"> • Permis feu journalier à faire. • Arrêt de la tâche 2h avant de quitter la zone • Extincteur à proximité de chaque point chaud.

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur pourra, en cas de manquement à la sécurité solliciter le maître d'ouvrage pour qu'une autre entreprise réalise les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais et risques de l'entreprise défaillante.

En cas de disparition ou de détérioration de protections collectives, sans qu'il soit possible d'en connaître l'auteur, le Maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre, le coordonnateur feront procéder à leur restauration dans les meilleurs délais et au frais des entreprises présentes sur le chantier.

Nature des protections collectives

Le coordonnateur rappelle à toutes les entreprises de veiller en permanence à assurer la protection, tant de leurs ouvriers que de ceux des autres entreprises.

Toutes ces protections doivent figurer au PPSPS de chaque entreprise.

Les protections collectives qui seront déplacées pour la nécessité de ses travaux devront être :

- remplacées, pendant la phase d'exécution des travaux, par des moyens de protections, au moins équivalentes,
- remises en place si le risque subsiste,
- modifiées par l'entreprise en fonction des risques nouveaux.

Toutefois, il est rappelé que chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	------------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	<p>Garde-corps enfilés en tête de voile et/ou sur les poutres. Incorporation de fourreaux acier espacés de 1,5 m et dépassant le niveau fini du plancher. platelage en débords avec protection verticale par garde-corps. plate-forme de travail en encorbellement avec butonnage des voiles de façades.</p> <p><u>Cas particulier des prédalles</u> Demande de mise en place d'anneaux supplémentaires pour arrimage de potelets tripodes. Adéquation de l'étalement sur site avec le plan d'étalement du bureau d'étude structure. Mise en place systématique d'un étalement de rive garantissant la longueur d'appui nécessaire en phase provisoire même dans le cas de pose dites « sans étalement ». Appareils de levage adaptés aux différents procédés.</p> <p><u>Cas particulier des dalles alvéolées</u> Préférer une pose par trous traversant ou élingue intégrées en lieu et place du palonnier à pinces traditionnel ou des sangles. Définir avec le préfabricant un unique mode de pose, valide pour les dalles démodulées comme pour les dalles standards de 1,20 m. Mise en place systématique d'un étalement de rive garantissant la longueur</p>	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Trémie petite dimension	Réseaux divers, gaine de distribution aux étages : protection par platelage cloué ou armatures filantes.	Lots techniques utilisateurs: plomberie, chauffage, ventilation, électricité.	Lots techniques utilisateurs: plomberie, chauffage, ventilation, électricité.

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Rappel du Code du Travail :

Article R4323-63 :

"Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.

Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif."

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------	-------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage intérieur	Selon PIC.	<p>Montage, démontage et utilisation dans les règles de l'art :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Système MDS ou montage et démontage à l'aide de harnais ; - Sur les plateaux de travail, il faut : <ul style="list-style-type: none"> • Une lisse à 1m ; • Une lisse à mi-hauteur ; • Une plinthe en partie basse. <ul style="list-style-type: none"> - Baliser la zone d'intervention ; - Ne pas déplacer lorsqu'il y a du personnel dessus ; - Respecter le nombre maximal de personnes prescrit par le constructeur ; - Mise en place des jambes de force ; - Ne pas laisser ouvertes les trappes d'accès ; - Ne pas utiliser du matériel détérioré ; - Bloquer les roues ; - Ne rien stocker sur l'échafaudage. 	Entreprise utilisatrice.		Convention de prêt si utilisateur différent de monteur.
Engin manutention au sol	Selon PIC.		Entreprise utilisatrice.		Convention de prêt si utilisateur différent de monteur.

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Sans objet.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale		Utilisation de l'électricité du bâtiment.		
Armoire générale	Selon PIC. Rappel : On ne peut utiliser des rallonges électriques supérieures à 25m. Si certaines zones ne sont pas à moins de 25m de l'armoire générale, il faudra mettre en place des armoires secondaires.	Mise en place d'un tableau de chantier avant le début des travaux.	Lot 5 : Electricité	Lot 5 : Electricité
Alimentation cantonnement	Câble aérien vers la base vie.	Lors de l'installation de la base vie, avant le début des travaux.	Lot 5 : Electricité	Lot 5 : Electricité

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoires secondaires	Il est installé au minimum un coffret par niveau, compris toiture. Dans tous les cas, l'installation est suffisante pour éviter l'utilisation de cordons prolongateurs de plus de 25 mètres.	Chaque coffret comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> • 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V minimum; • 1 prise de courant 45 A + T 350 V si nécessaire pour certains CES; • 1 protection type DR 30 mA; • 1 bouton d'arrêt d'urgence; • 1 plastron protecteur interne et ou une une fermeture à clés. Ces coffrets seront fixés mécaniquement sur pied. Les câbles seront installés de préférence contre les murs ou au plafond, de façon à ne pas entraver les circulation.	Lot 5 : Electricité	Lot 5 : Electricité
Eclairage circulation verticale		60 lux.	Lot 5 : Electricité	Lot 5 : Electricité
Eclairage circulation horizontale		40 lux.	Lot 5 : Electricité	Lot 5 : Electricité
Eclairage de secours		10 lux.	Lot 5 : Electricité	Lot 5 : Electricité
Eclairage poste de travail	Toutes zones de travail.	<ul style="list-style-type: none"> • Zones de travail, vestiaire, sanitaires :120 lux • Postes de travail permanents : 200 lux 	Entreprise travaillante.	Entreprise travaillante.

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

L'attention de l'entreprise titulaire est attirée sur le fait que le planning d'intervention, établi et diffusé par la Maîtrise d'œuvre d'exécution après validation, devra être respecté. Le phasage des travaux de chaque entreprise intervenante, y compris éventuels sous-traitants de second rang, devra être réalisé par zones définies de manière à éliminer toute superposition ou juxtaposition de tâches et co-activité directe. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous des postes de travail en élévation seront interdites d'accès au moyen d'un dispositif physique mis en place par l'entreprise concernée. Dans le cas où une entreprise interviendrait dans une zone non programmée, ou une co-activité directe serait décelée, l'entreprise concernée prendra l'initiative de décaler ses travaux dans la zone concernée et devra en avvertir immédiatement l'entreprise titulaire et Maître d'œuvre. En termes d'approvisionnement du chantier, les entreprises prendront les dispositions nécessaires pour éviter tous risques, et en particulier celui de risque de heurt d'engins.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux en hauteur.	Toutes entreprises travaillant en hauteur.	Dans la mesure du possible, éviter la superposition des tâches.	Mise en place d'un filet ou d'un platelage.	L'entreprise travaillant en hauteur.
Travaux générateurs de nuisances tels que bruits, les émancipations de vapeurs dangereuses ou de poussières.	Tous.	Les travaux générateurs de nuisances seront réalisés autant que possible en atelier hors du chantier.	<ul style="list-style-type: none"> • Choix des techniques et des modes opératoires de nature à réduire sinon à éliminer les risques liés à l'émanation, l'inhalation, le heurt, etc. ; • Ventilation des locaux par des moyens naturels ou mécaniques ; • EPI adaptés fournis au personnel des autres entreprises travaillant à proximité immédiate ; • Balisage pour interdiction d'accès aux zones à risques. 	Tous.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

À performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité doit être retenu.

En l'absence de produits de substitution, l'entreprise intégrera, dans les modes opératoires décrits au PPSPS, les dispositions qu'elle entend mettre en place pour prévenir les risques inhérents au produit(s) employé(s).

Il est rappelé qu'il convient de prendre en compte les risques :

- explosion, incendie
- inhalation de vapeurs ou gaz toxiques
- ingestion de poussières
- contact direct

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	Dépose d'éléments existants.	<p>Risques immédiats</p> <ul style="list-style-type: none"> • Port des EPI adapté à la tâche (chaussures de sécurité, casque, gants, masque, gilet haute visibilité, bouchons d'oreilles). • Personnel informé. • Pas de travail isolé. <p>TMS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Postures ergonomiques • Ne pas porter de charges lourdes. • Ne pas utiliser longtemps les outils traumatisants. 	

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Toutes entreprises travaillant en hauteur.		<p>Rappel de l'article R432-63 du Code du Travail : "Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.</p> <p>Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif."</p>	Utilisation de protections collectives adaptées à la tâche (PIRL, échafaudage roulant, nacelle, etc.).

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Accès au chantier par l'entrée principale, au niveau de la rue.			Tous.	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie
Bruit dû au chantier	Ensemble du chantier.	Limitation du bruit autant que faire ce peut. Pas de bruit en horaires de nuit et le week-end.		Tous.	Tous.
Interférence avec activité du site	Ensemble du site.	Le personnel du chantier ne devra en aucun cas croiser le personnel et les utilisateurs du bâtiment.	Panneaux réglementaires ("Chantier", "Entrée interdite", "Port obligatoire des EPI") à chaque entrée du chantier (qu'elle soit à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment).	Tous.	Entreprise générale.
Interférence avec autre chantier	Ensemble du site.	Sans objet lors de la rédaction du présent PGC.	Dans le cas où un autre chantier débuterait à proximité, une réunion devra être faite avant le démarrage de ce dernier avec tous les intervenants afin de voir quelles seront les interférences et quelles seront les mesures de coordination à mettre en place.	Tous.	Maîtrise d'ouvrage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Application de l'article R 4533-1 du Code du Travail :

"Lorsque le montant d'une opération de construction de bâtiment excède 760 000 euros, le chantier relatif à cette opération dispose, en un point au moins de son périmètre,
d'une desserte en voirie,
d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité,
d'une évacuation des matières usées,
dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail.

Le maître d'ouvrage prend les mesures nécessaires, avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants sur le chantier dans les conditions prévues à la présente section."

5.2 CANTONNEMENTS

Base vie

Prévoir une base vie adaptée à l'effectif de pointe du chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, les entreprises intervenantes soumettront au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS, le plan d'Installation de Chantier (P.I.C.) qui précisera notamment l'emplacement des diverses installations à établir.

Elle devra préciser les éléments suivants :

- la signalétique et les balisages des zones de chantier,
- l'ensemble des protections collectives,
- les accès au chantier et aux divers postes de travail en hauteur,
- l'emplacement du bureau de chantier,
- l'emplacement de la zone vestiaires et restauration,
- l'emplacement des sanitaires.

L'hébergement des travailleurs est interdit sur le site du chantier.

Les cantonnements devront notamment être réalisés suivant :

- Article L4221-1 et R4228-12 du code du travail concernant tous type de locaux
- Article R4228-6 concernant les vestiaire
- Article R4228-22 à 24 du code du travail concernant les réfectoires sauf en cas de prise en charge du repas par l'employeur (exemple prime de panier)
- Article R4228-7 à 11 du code du travail concernant les sanitaires

Adéquation des moyens

Dès leur désignation, les entreprises communiquent à l'économiste, Coordonnateur Sécurité et à l'entreprise du lot Gros Œuvre, leur courbe d'effectif.

Un pointage hebdomadaire et prévisionnel, en réunion de chantier, permettra de valider l'adéquation de la capacité d'accueil avec les effectifs présents et à venir.

Entretien

L'entreprise générale, gestionnaire du compte prorata, assure le nettoyage quotidien des parties communes du cantonnement.

Il reste à définir si la base vie sera un local mis à disposition des entreprises par la maîtrise d'ouvrage ou si c'est l'entreprise générale qui mettra en place des modules préfabriqués ou des roulottes autonomes. La base vie ne pourra pas être mise en place dans une zone faisant l'objet de travaux.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir 1,25 m² de surface par salarié. • Une armoire à double compartiment par salarié ainsi que des sièges et des patères en nombre suffisant. 	À définir.		Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie	
Réfectoire	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir à table un espace de 1,50 m² par salarié. • Un chauffe-gamelle électrique, des plaques chauffantes ou un micro-ondes • Un réfrigérateur • Un évier muni de robinet d'eau potable 	À définir.	Mettre en place un extincteur à proximité du point de chauffe.	Lot 1	Lot 1	

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> • Un lavabo pour 10 pers. à eau chaude, eau froide réglable. • Un WC et un urinoir pour 20 personnes 	À définir.		Lot 1	Lot 1	
Douches	<ul style="list-style-type: none"> • Une douche pour 20 pers. à eau chaude, eau froide réglable. 	À définir.		Lot 1	Lot 1	
Bureaux	<ul style="list-style-type: none"> • Une ou plusieurs tables, • Des sièges, • Des panneaux d'affichage, • Une fiche de premiers secours (modèle OPPBTP), • Une boîte à pharmacie de premiers secours, • Une armoire fermant à clef, • Un dossier complet : plans, pièces écrites, etc. 	À définir.		Lot 1	Lot 1	

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Salle de réunion	<ul style="list-style-type: none"> • Une ou plusieurs tables, • Des sièges pour 10 personnes, • Des panneaux d'affichage, • Une fiche de premiers secours (modèle OPPBTP), • 10 casques de chantier, • Un planning contractuel, • Un dossier complet : plans, pièces écrites, etc., • Un classeur sécurité. 	À définir.	<p>Garder dans la salle de réunion un classeur sécurité comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le présent PGC • Tous les PPSPS • Tous les comptes-rendus de VIC • Les permis-feu • Le plan d'installation de chantier (PIC) • La liste du personnel de chaque entreprise (en précisant les SST) 	Lot 1	Lot 1	

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

S'agissant de dispositions intéressant la sécurité des personnels du chantier :

- le coordonnateur pourra demander une suspension des travaux ou la simple mise hors service de l'installation défectueuse.
- le maître d'ouvrage pourra faire intervenir l'entreprise de son choix, au frais de l'entreprise défaillante, sans mise en demeure préalable que ce soit pour faire procéder à la vérification ou pour lever les observations du vérificateur

Les coûts générés seront prélevés par retenues sur situation de travaux.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le nettoyage du chantier détermine une règle première de la sécurité du personnel et fera l'objet d'une attention toute particulière.

Chaque entreprise sera responsable du nettoyage et de l'évacuation des déchets générés par son activité.

Les zones de stockage sont précisées par l'entrepreneur « responsable » en cours du chantier et conformément aux dispositions.

L'évacuation des emballages cartons ou plastiques sera journalière.

Aucun jet ne sera toléré.

Le chantier ainsi que ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté et chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet. Tout manquement à cette prescription pourra être sanctionné par un arrêt des travaux de l'entreprise défaillante.

Durant les périodes d'inactivité (soir, week-end, intempéries, etc.), tous les accès au chantier seront fermés et l'entrepreneur veillera à mettre à l'abri tout les outils et matériels susceptibles d'être utilisés comme projectiles. Les véhicules et engins de chantiers seront stationnés sur les aires prévues à cet effet.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque entreprise aura au moins un membre de son personnel équipé d'un téléphone portable. Il conviendra de s'assurer que ceux-ci soient chargés tout au long de la journée.			Tous lots.
Accès secours		Un accès doit rester propre et dégagé pour laisser passer le véhicule de secours jusqu'à l'entrée du bâtiment.		
Point de rencontre	À l'entrée du chantier.	En cas d'accident, après avoir contacté les secours, envoyer une personne au point de rencontre pour les guider.		
Secouriste	La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers.	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	Les SST seront reconnaissables à leur casque, sur lequel le logo SST sera indiqué.	Toutes entreprises confondues.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Trousse de secours	Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie.	<p>La trousse de secours doit contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des compresses pour stopper les saignements ; • des sparadraps pour fixer les pansements ; • une paire de ciseaux pour la découpe des compresses ou des sparadraps ; • des produits antiseptiques pour désinfecter les plaies ; • une pince à échardes ; • des pansements pour les petites plaies ; • des mèches nasales pour stopper les saignements du nez ; • des gants pour manipuler les matériels stériles ; • des doses de sérum physiologique; • une couverture de survie pour protéger la victime de la chaleur ou du froid. 		Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie
Infirmierie		Si l'effectif de pointe est supérieur à 200 personnes.		
Extincteur cantonnement	À proximité du point de chauffe.	L'extincteur doit être contrôlé tous les 12 mois par un organisme certifié.		Lot 1 : Installation de chantier - Maçonnerie - Plâtrerie

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur chantier	<ul style="list-style-type: none"> Le chantier disposera d'un extincteur aisément accessible par niveau et par 200 m². En outre, l'entrepreneur doit disposer de 2 extincteurs à proximité immédiate des points chauds, 1 à CO2 et l'autre à poudre, de 9 Kg. Ces extincteurs doivent appartenir à l'entreprise, ne pas avoir dépassé la date de péremption et avoir été contrôlé moins de 12 mois plus tôt par un organisme agréé. 	Les extincteurs doivent être contrôlés tous les 12 mois par un organisme certifié.		Entreprise générant le point chaud.

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Port des EPI

Le port des EPI (chaussures de sécurité et casque a minima) est obligatoire pour toute personne pénétrant sur le chantier, quelque soit l'activité qu'elle y exerce.

En plus des équipements susnommés, il est à noter que :

- Le port de gilet haute visibilité est obligatoire à proximité des travaux de VRD.
- Le port de casque auditif ou de bouchons d'oreilles est obligatoire à proximité de travaux bruyants.
- Le port de masque est obligatoire pour les travaux générant de la poussière. L'entreprise générant ces travaux doit être en mesure de fournir aux autres des protections adaptées. Lors de ces travaux, on ventilera au maximum le local.
- Il en va de même pour les travaux de peinture ou les travaux utilisant des produits avec solvant.
- Le port de gants et de lunettes est obligatoire pour tous travaux sur points chauds.

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie

liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant :

- La soudure électrique
- La soudure au chalumeau
- Le découpage électrique
- Le découpage au chalumeau
- La lampe à souder
- L'outillage électrique
- Le dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes).

Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.

Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.

Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

(Sites occupés : Il est formellement interdit d'utiliser du matériel présentant un danger d'incendie, et susceptible de générer un "point chaud" (flamme nue, arc, production d'étincelles, projection de matières incandescentes, ...), sans l'obtention préalable d'un Permis de feu à demander au Responsable de l'opération.

Stockage de produits dangereux

Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).

Dépôts de carburant

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

RÉNOVATION DE LOGEMENTS DE FONCTION – DOMAINE NATIONAL DE RAMBOUILLET

12 Place Félix Faure
78120 RAMBOUILLET

Liste des annexes
1 - Trame PPSPS
2 - Carte BTP
3 - Fiche accueil sécurité du personnel
4 - Stockage des produits dangereux
5 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Trame PPSPS

1 ETABLISSEMENT DU PPSPS

a) Dès qu'elle en a connaissance, l'entreprise diffusera au coordonnateur de sécurité et de santé les éléments suivants :

- les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants intervenant dans le processus de réalisation des ouvrages
- la date approximative d'intervention de chaque sous-traitant
- l'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier
- la durée prévue des travaux de chaque sous-traitant

b) Chaque entreprise réalisant des travaux doit rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

Ce PPSPS devra être adapté à l'opération considérée. Pour cela, elle dispose de 30 jours à compter de la réception de son marché pour élaborer le PPSPS pour l'entreprise générale et d'une semaine pour les entreprises sous-traitantes.

L'entreprise du lot principal communiquera son PPSPS à toutes les entreprises des autres lots. Le PPSPS remplace le plan d'hygiène et de sécurité tel que défini à l'article L.4532-9 du Code du Travail introduit par la loi 1106 du 6 décembre 1976, aujourd'hui abrogée par la loi 1418 du 31 décembre 1993.

Le PPSPS devra comporter un certain nombre de chapitres dont nous dressons la liste dans un canevas type ci-après.

c) Préalablement à toute intervention, chaque entreprise procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer, les PPSPS à diffuser par le coordonnateur.

Cette inspection commune aura lieu chaque fois que c'est possible avant diffusion définitive du PPSPS, de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection préalable procédée sur le chantier.

d) Chaque entreprise, y compris sous-traitante, diffusera un exemplaire de son PPSPS au coordonnateur sécurité, via l'entreprise titulaire du marché.

Il doit être conservé par chaque entrepreneur 5 ans après réception des ouvrages.

L'entreprise du lot principal, ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L.4532-8 du Code du Travail, procéderont en supplément à une diffusion du PPSPS aux organismes administratifs de prévention dont la liste est donnée dans le présent Plan Général de Coordination. Toutes les entreprises tiendront leur PPSPS sur le chantier à disposition de ces mêmes organismes de prévention.

Au cas où l'entrepreneur contractant aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, les nom et adresse des autres sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

Les clauses définies au présent article sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. Toute dérogation à cette règle serait une cause d'exclusion immédiate du chantier du traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

2 CONTENU DU PPSPS

Le PPSPS de chaque entreprise, y compris sous-traitants, indique de manière détaillée :

- les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades
- le nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence - le matériel médical existant sur le chantier
- les mesures prises pour assurer dans les moindres détails, le transport dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves
- les installations d'hygiène et des conditions de travail et des locaux destinés au personnel sur le site
- les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour éliminer les risques propres à ses travaux, ceux découlant du lieu, de l'exploitation et des autres entreprises en décrivant les procédés de construction et d'exécution, les modes opératoires, les matériels, les dispositifs, installations, utilisation de substance en préparation, etc.

Ce document doit être tenu à jour tout le long du déroulement des travaux au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

3 TRAME

CHAPITRE 1 – RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Noms et adresses :
 - . de l'entrepreneur,
 - . du responsable de l'exécution, des travaux
 - . des sous-traitants, au fur et à mesure de leur désignation
 - . du rédacteur du plan
- Nature des travaux sous-traités
- Nom et numéro du lot de travaux
- Effectif prévisible du chantier aux périodes de pointe (dates et durées)

CHAPITRE 2 – SECURITE PENDANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

- Analyse détaillée :
 - . des procédés de construction et d'exécution
 - . des modes opératoires
- Enumération :
 - . des matériels de production
 - . des installations de chantier
 - . des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération
- Définition des risques prévisibles
- Indication des mesures de prévention choisies :
 - . protections collectives
 - . protection individuelle (pour l'utilisation des harnais, indication des points d'ancrage)
- Enoncé des conditions du contrôle
 - . de l'application des mesures de prévention
 - . de l'entretien et des moyens matériels
- Analyse traitant :
 - . des risques propres aux travaux de l'entreprise
 - . des risques liés aux interférences entre entreprises

CHAPITRE 3 – CONSIGNES DE PREMIER SECOURS

- Consignes sur la conduite à tenir en présence d'un blessé
- Liste :
 - . des secouristes formés présents sur le chantier
 - . du matériel médical existant sur le chantier
- Mesures prévues pour l'évacuation rapide de tout accidenté grave

CHAPITRE 4 – MESURES D'HYGIENE

- Hygiène des conditions de travail et prévention des maladies professionnelles :
 - . nature des produits dangereux utilisés dans le chantier nécessitant une surveillance médicale spéciale
- Hygiène des locaux destinés au personnel
 - . mention des installations prévues (vestiaire, réfectoire et sanitaires)
 - . nature, surface et emplacement
 - . capacité d'accueil et date de mise en service

Diffusion du PPSPS

- Coordonnateur SPS
- Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté, pour avis, par :
 - . le médecin du travail de l'entreprise
 - . les membres du CHSCT de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel
- L'entreprise chargée du gros-œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (*) doit communiquer son PPSPS :
 - . à l'Inspecteur du Travail
 - . au Service de Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM)
 - . au Comité Régional de l'O.P.B.T.P.
 - . au chantier (disponibilité permanente)

Suivi : Le PPSPS est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage.

(*) Liste fixée par arrêté.

8.2 Carte BTP

CARTE BTP
D'IDENTIFICATION
PROFESSIONNELLE

NOUVELLE CARTE BTP OBLIGATOIRE



(introduction 3 - 12/2016)



POUR UNE CONCURRENCE SAINTE.
POUR LA PROTECTION DES DROITS SOCIAUX.

Pour en savoir plus : www.cartetbtp.fr

8.3 Fiche accueil sécurité du personnel



Fiche accueil sécurité du personnel (Décret du 20 Mars 1979)

À remplir dès que le nouvel arrivant a reçu sa formation et avant qu'il ne prenne son poste de travail (Fiche à intégrer dans le registre accueil sécurité du personnel).

Nom :

Prénom :

Date d'arrivée sur le chantier :

Qualification :

Poste de travail :

Reconnaît avoir reçu les informations concernant :

- les risques dus à sa profession et à son poste de travail.
- Les modes opératoires d'exécution de ses interventions sur le chantier.
- Les consignes de sécurité énoncées dans le plan général de coordination et dans le PPSPS : Consignes de secours, les accès, les circulations et issues de secours, Les consignes particulières du chantier, les protections collectives du chantier.
- Avoir procédé avec le responsable des travaux à une visite préalable de reconnaissance sur le site des différentes zones relatives à la sécurité (téléphone de secours, installations de chantier, protections collectives à mettre en place et à respecter....)
- Avoir reçu l'équipement de protections individuelles réglementaire

Nature de l'équipement :


Fait le :

Responsable des travaux

Le nouvel arrivant

8.4 Stockage des produits dangereux

Compatibilité des produits dangereux

									
	O	X	X	X	X	X	X	+	X
	X	+	X	X	X	X	X	+	X
	X	X	+	O	X	X	X	X	X
	X	X	O	+	O	X	X	X	X
	X	X	X	O	O	O	O	O	O
	X	X	X	X	O	+	+	+	+
	X	X	X	X	O	+	+	+	+
	+	+	X	X	O	+	+	+	+
	X	X	X	X	O	+	+	+	+

Légende :



Ne peuvent pas être stockés ensemble



Peuvent être stockés ensemble sous certaines conditions (voir FDS)



Peuvent être stockés ensemble



Explosif



Inflammable



Combustible



Sous pression



Corrosif



Toxique



Cancérigène, mutagène,
reprotoxique (CMR)



Irritant



Polluant

Nota : Si un produit comporte plusieurs pictogrammes de danger, il convient de prendre en compte l'ordre suivant : explosif > combustible > inflammable > corrosif > toxique > nocif > irritant.

8.5 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: RAMBOUILLET
RUE :12 Place Félix Faure

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 01.34.98.38.40 .